

## 13.5 Union monétaire européenne

L'année 2014 est marquée pour la **zone euro** par la faiblesse persistante du commerce mondial, la baisse des cours du pétrole et des autres matières premières, et la dépréciation du taux de change de l'euro au cours du second semestre. Dans ce contexte, après les deux années de croissance annuelle négative du **produit intérieur brut** en volume qui ont fait suite à la crise de la dette souveraine, la reprise progressive amorcée au deuxième trimestre 2013 se poursuit. En définitive, la croissance annuelle moyenne s'établit dans la zone euro à + 0,9 % en 2014. Ce résultat provient exclusivement de la progression de la demande intérieure, les contributions des échanges extérieurs et des stocks étant quant à elles quasi neutres.

Début mai 2014, après une période d'appréciation régulière débuté en juillet 2012, l'euro enregistre des pics proches de ceux de 2010-2011, tant en termes de **taux de change effectif nominal** (mesuré vis-à-vis des monnaies des vingt principaux partenaires commerciaux de la zone euro), que vis-à-vis du seul dollar des États-Unis. À partir de juin 2014, l'euro se déprécie, en particulier contre le dollar, dans un contexte de dégradation continue des perspectives de croissance et d'inflation dans la zone euro.

L'**inflation** se replie à nouveau en 2014, sous l'effet principalement de la baisse des prix du pétrole. La hausse de l'**IPCH (indice des prix à la consommation harmonisé)** atteint

0,4 % en moyenne, après 1,4 % en 2013 et 2,5 % en 2012. L'inflation sous-jacente, mesurée par l'IPCH hors énergie et produits alimentaires, est globalement stable en 2014, tout en demeurant faible, illustrant l'atonie de la demande dans la zone euro au cours de la période.

L'activité sur le marché monétaire de la zone euro continue de s'améliorer en 2014, malgré des écarts persistants entre les États membres. Cette amélioration se traduit par une baisse significative des rendements des emprunts publics, une stabilisation du coût du financement externe pour les sociétés non financières et une réduction de l'endettement des ménages. Dans ce contexte, la croissance de la masse monétaire est demeurée modérée ; la contraction du crédit s'est poursuivie, mais à un rythme sensiblement atténué.

Même si l'assainissement budgétaire s'est poursuivi dans la zone euro en 2014, son rythme se ralentit, reflétant les progrès réalisés les années précédentes. Le **déficit** des administrations publiques de la zone euro (zone à 19 pays) passe ainsi de 3,0 % à 2,6 % du produit intérieur brut entre 2013 et 2014, en baisse de 0,4 point, après - 0,7 point entre 2012 et 2013. Seize États membres ont affiché un ratio de dette publique supérieur à 60 % du PIB. Les plus élevés ayant été enregistrés en Grèce (178,6 %), en Italie (132,3 %), au Portugal (130,2 %), à Chypre (108,2 %), en Irlande (107,5 %) et en Belgique (106,7 %). ■

### Définitions

**Zone euro** : zone monétaire qui regroupe les pays de l'Union européenne qui ont adopté l'euro comme monnaie unique. Les dix-neuf États membres constituant la zone euro sont l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, Chypre, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, le Portugal, la Slovaquie et la Slovénie. La zone a été créée en 1999 par onze pays, rejoints par la Grèce en 2001, la Slovénie en 2007, Chypre et Malte en 2008, la Slovaquie en 2009, l'Estonie en 2011, la Lettonie en 2014 et la Lituanie en 2015.

**Critères de convergence du Traité de Maastricht, déficit public notifié, dette publique notifiée, indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, parité de pouvoir d'achat (PPA), produit intérieur brut (PIB), standard de pouvoir d'achat (SPA), taux de change, taux de change effectif nominal, taux d'intérêt** : voir rubrique « définitions » en annexes.

### Pour en savoir plus

- « Zone euro – Principaux indicateurs économiques et financiers », Banque de France, octobre 2015.
- « Déficit public de la zone euro et de l'UE28 respectivement de 2,6 % et 3,0 % du PIB », *communiqué de presse* n° 186, Eurostat, octobre 2015.
- « Rapport sur la convergence 2014 », Banque centrale européenne, juin 2015.
- « Rapport annuel 2014 », Banque centrale européenne, avril 2015.

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) dans la collection « Insee Références »

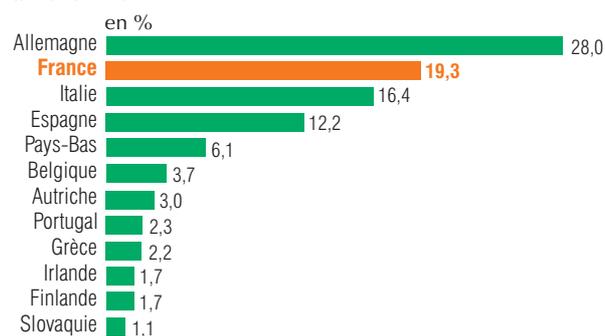
## Taux de change de l'euro contre devises

pour un euro, en fin de période

	2013	2014	sept. 2015
Dollar	1,3791	1,2141	1,1203
Yen	144,72	145,23	134,69
Livre sterling	0,8337	0,7789	0,7385
Franc suisse	1,2276	1,2024	1,0915
Couronne danoise	7,4593	7,4453	7,4598
Couronne suédoise	8,8591	9,3930	9,4083
Couronne tchèque	27,427	27,735	27,187
Forint hongrois	297,04	315,54	313,45
Leu roumain	4,4710	4,4828	4,4176
Lev bulgare	1,9558	1,9558	1,9558
Zloty polonais	4,1543	4,2732	4,2448

Source : Banque centrale européenne.

## Part des principaux pays dans le PIB de la zone euro à 19 en 2014



Note : PIB calculés en parités de pouvoir d'achat.  
 Champ : États membres dont la part dans le PIB de la zone euro excède 1 %.  
 Sources : Banque centrale européenne ; Commission européenne ; Eurostat.

## Situation des pays de l'Union européenne au regard des critères de convergence

	Solde des finances publiques <sup>1</sup> en % du PIB			Dette publique <sup>1,2</sup> en % du PIB			Inflation <sup>3</sup> en %			Taux d'intérêt à long terme <sup>4</sup> en %		
	2012 (r)	2013 (r)	2014	2012 (r)	2013 (r)	2014	2012	2013	2014	2012	2013	2014
Allemagne	-0,1	-0,1	0,3	79,7	77,4	74,9	2,1	1,6	0,8	1,50	1,57	1,16
Autriche	-2,2	-1,3	-2,7	81,6	80,8	84,2	2,6	2,1	1,5	2,37	2,01	1,49
Belgique	-4,1	-2,9	-3,1	104,1	105,1	106,7	2,6	1,2	0,5	3,00	2,41	1,71
Bulgarie	-0,6	-0,8	-5,8	17,8	18,0	27,0	2,4	0,4	-1,6	4,50	3,47	3,35
Chypre	-5,8	-4,9	-8,9	79,3	102,5	108,2	3,1	0,4	-0,3	7,00	6,50	6,00
Croatie	-5,3	-5,4	-5,6	69,2	80,8	85,1	3,4	2,3	0,2	6,13	4,68	4,05
Danemark	-3,6	-1,3	1,5	45,6	45,0	45,1	2,4	0,5	0,3	1,40	1,75	1,32
Espagne	-10,4	-6,9	-5,9	85,4	93,7	99,3	2,4	1,5	-0,2	5,85	4,56	2,72
Estonie	-0,3	-0,1	0,7	9,5	9,9	10,4	4,2	3,2	0,5	...	...	...
Finlande	-2,1	-2,5	-3,3	52,9	55,6	59,3	3,2	2,2	1,2	1,89	1,86	1,45
<b>France</b>	<b>-4,8</b>	<b>-4,1</b>	<b>-3,9</b>	<b>89,6</b>	<b>92,3</b>	<b>95,6</b>	<b>2,2</b>	<b>1,0</b>	<b>0,6</b>	<b>2,54</b>	<b>2,20</b>	<b>1,67</b>
Grèce	-8,8	-12,4	-3,6	159,4	177,0	178,6	1,0	-0,9	-1,4	22,50	10,05	6,93
Hongrie	-2,3	-2,5	-2,5	78,3	76,8	76,2	5,7	1,7	0,0	7,89	5,92	4,81
Irlande	-8,0	-5,7	-3,9	120,2	120,0	107,5	1,9	0,5	0,3	6,17	3,79	2,37
Italie	-3,0	-2,9	-3,0	123,2	128,8	132,3	3,3	1,3	0,2	5,49	4,32	2,89
Lettonie	-0,8	-0,9	-1,5	41,4	39,1	40,6	2,3	0,0	0,7	4,57	3,34	2,51
Lituanie	-3,1	-2,6	-0,7	39,8	38,8	40,7	3,2	1,2	0,2	4,83	3,83	2,79
Luxembourg	0,2	0,7	1,4	22,1	23,4	23,0	2,9	1,7	0,7	1,82	1,85	1,34
Malte	-3,6	-2,6	-2,1	67,6	69,6	68,3	3,2	1,0	0,8	4,13	3,36	2,61
Pays-Bas	-3,9	-2,4	-2,4	66,4	67,9	68,2	2,8	2,6	0,3	1,93	1,96	1,45
Pologne	-3,7	-4,0	-3,3	54,0	55,9	50,4	3,7	0,8	0,1	5,00	4,03	3,52
Portugal	-5,7	-4,8	-7,2	126,2	129,0	130,2	2,8	0,4	-0,2	10,55	6,29	3,75
Rép. tchèque	-4,0	-1,3	-1,9	44,7	45,2	42,7	3,5	1,4	0,4	2,78	2,11	1,58
Roumanie	-3,2	-2,2	-1,4	37,4	38,0	39,9	3,4	3,2	1,4	6,68	5,41	4,49
Royaume-Uni	-8,3	-5,7	-5,7	85,3	86,2	88,2	2,8	2,6	1,5	1,74	2,03	2,14
Slovaquie	-4,2	-2,6	-2,8	51,9	54,6	53,5	3,7	1,5	-0,1	4,55	3,19	2,07
Slovénie	-4,1	-15,0	-5,0	53,7	70,8	80,8	2,8	1,9	0,4	5,81	5,81	3,27
Suède	-0,9	-1,4	-1,7	37,2	39,8	44,9	0,9	0,4	0,2	1,59	2,12	1,72
<b>Valeur de référence<sup>5</sup></b>	<b>-3,0</b>	<b>-3,0</b>	<b>-3,0</b>	<b>60,0</b>	<b>60,0</b>	<b>60,0</b>	<b>2,7</b>	<b>1,7</b>	<b>...</b>	<b>5,50</b>	<b>6,20</b>	<b>...</b>

1. Chiffres notifiés à la Commission européenne et vérifiés par Eurostat. 2. Dette brute des administrations publiques au sens de Maastricht. 3. Indice des prix à la consommation harmonisés (IPCH), en moyenne annuelle. 4. En moyenne annuelle. 5. Pour l'inflation et les taux d'intérêt, les valeurs de référence sont issues des rapports sur la convergence de la Banque centrale européenne ; pour 2012 la période de calcul est mai 2012 à avril 2013 ; pour 2013 la période est mai 2013 à avril 2014.

Sources : Banque centrale européenne ; Commission européenne ; Eurostat.

## Comparaison de la zone euro à 19 aux États-Unis et au Japon en 2014

	Zone euro	États-Unis	Japon		Zone euro	États-Unis	Japon
Population (en millions)	339,4	318,6	127,1	Dette publique (en % du PIB)	91,9	110,1	226,0
Taux de chômage (en %) <sup>1</sup>	11,6	6,2	3,6	Évolution des prix à la consommation (en %) <sup>1</sup>	0,4	1,6	2,7
PIB (en milliards d'euros PPA) <sup>2</sup>	9 861,0	13 174,4	3 537,7	Évolution de la production industrielle (en %) <sup>3</sup>	0,7	2,5	2,1
PIB par habitant (en euros PPA) <sup>2</sup>	29 050	41 280	27 840	Évolution des ventes au détail en volume (en %) <sup>1</sup>	1,3	3,9	1,7
Croissance en volume du PIB (en %) <sup>1</sup>	0,9	2,4	-0,1	Solde des transactions courantes (en % du PIB)	3,0	-2,6	0,6
Déficit public (en % du PIB)	-2,4	-5,0	-7,7	Taux d'intérêt à long terme <sup>1</sup>	2,28	2,53	0,55

1. En moyenne annuelle. 2. PPA : parité de pouvoir d'achat. 3. Hors bâtiment, en moyenne annuelle.

Sources : Banque centrale européenne ; Commission européenne ; Eurostat ; OCDE.